

Santé, emploi, salaires, retraites... :

UNE MOBILISATION « ABSOLUMENT NÉCESSAIRE »

Avant même l'interview de Macron, on était prévenus : le « nouveau » gouvernement et le patronat nous préparent des plats bien acidulés. Et Macron nous a confortés dans cette idée : quelques excuses, du blabla et... la réforme des retraites !

Santé : rien n'est réglé

Castex a signé des accords prétendument « historiques » dans la Santé, accordant 183 € d'augmentation mensuelle au personnel des hôpitaux et des Ehpad publics, 160 € dans ceux du privé. Assez loin des 300 € revendiqués. Les médecins des hôpitaux publics, les internes et étudiants en médecine se partageront, eux, 650 M€. Au total 8,1 milliards, à comparer avec les 7 milliards pour Air France ou les 8 milliards pour le secteur automobile.

Et au lieu des 200 000 embauches de soignants revendiquées pour les hôpitaux et les Ehpad, le gouvernement en annonce 15 000... tout en dégradant les conditions de travail. Les suppressions de lits et les fermetures de services vont continuer, dégradant la situation des services d'urgences. Quant à la T2A (Tarification À l'Activité) qui a conduit à un endettement énorme des hôpitaux publics, Castex, son inventeur, ne juge pas urgent d'en finir avec.

Un patronat prêt à tout pour sauver ses profits

Le patronat, lui, multiplie les annonces de suppressions d'emplois, parfois sans même utiliser l'argument de la crise liée au coronavirus : Nokia en annonce 1 233 en France (4^e plan depuis 2015), Sanofi 1 700. De grandes entreprises, aidées par le gouvernement, donnent l'exemple (7 500 chez Air France, 15 000 emplois chez Renault, dont 4600 en France, 15 000 chez Airbus, dont 5 000 en France), tandis que les plus petites, dont les sous-traitants des grandes, annoncent elles-aussi des plans « sociaux ». Un peu partout les patrons font du chantage à l'emploi pour faire accepter des « Accords de performance collective », c'est-à-

dire une dégradation des salaires et des conditions de travail. Safran a obtenu un « accord de transformation d'activité » et promet de ne pas licencier pendant 18 mois... AAA, sous-traitant aéronautique, lance un PSE touchant 719 salariés sur 1 587, après s'être débarrassée de plus de 500 intérimaires...

On repart pour la casse des retraites

Bruno Le Maire avait considéré sur RTL la réforme des retraites comme « absolument nécessaire ». Alors que même Laurent Berger, de la CFDT, refuse de relancer une telle réforme, le gouvernement s'appuie sur l'accroissement du déficit du système lié à l'arrêt de l'économie dû au coronavirus. Bien sûr Castex et Macron parlent d'une réforme « différente », mais Macron s'obstine sur la retraite à points, prétendument plus juste !

Il faut une riposte d'ensemble

Le gouvernement Macron II va :

- arroser largement les patrons tout en les laissant licencier et polluer à leur guise
- lâcher un peu d'argent aux hospitaliers mais en continuant à étrangler budgétairement les hôpitaux
- s'attaquer de nouveau à nos retraites.

Face à cela, les mouvements dispersés de protestation ne peuvent suffire. Il faut, dans chaque secteur, unir nos colères, comme le font les travailleurs de la Santé. Mais au-delà de ces luttes sectorielles, il est « absolument nécessaire » de préparer leur convergence autour d'axes simples :

- ⇒ **interdiction des licenciements** et partage du travail entre tous (en prenant sur les profits passés des entreprises)
- ⇒ **droit aux soins** et à la formation pour tous (donc embauches dans les services utiles à la population)
- ⇒ en **finir avec les violences policières** et la répression contre ceux qui contestent le système
- ⇒ imposer une **réorientation de la production vers la satisfaction des besoins** réels de la population
- ⇒ poursuivre la **lutte sur les retraites**.

S'il y a des restes, qu'elle embauche !

La sécabilité d'été a commencé, alors que la crise sanitaire n'est pas terminée. Certains d'entre nous n'ont pas pu finir lundi.

Nous sommes plusieurs des deux plateaux à être montés voir la direction pour dénoncer ces six semaines de sécable qu'elle s'acharne à maintenir.

Si pour la direction notre intégrité physique passe après ses bénéfices, pour nous c'est tout le contraire : il n'y a aucune raison qu'on se casse la santé avec du boulot par dessus la tête.

Mauvaise pub

Non contente de maintenir la sécabilité d'été, la direction se permet encore de nous balancer les caisses d'IP sur les quartiers dès ce mercredi.

Mediapost vante dans une vidéo le recrutement en CDI de 500 distributeurs en France pour les prospectus publicitaires... C'est par milliers plutôt qu'il faut recruter des postiers !

Un job paradisiaque... à Mediapost ?

Dans sa publicité de recrutement, Mediapost promet « autonomie » et « liberté des horaires »... se gardant d'expliquer qu'il s'agit en fait d'heures supplémentaires non payées.

Il faut venir avec son véhicule personnel et avoir une bonne condition physique. Pas sûr de la garder !

À Paris, La Poste a imposé la distribution de la pub aux facteurs en vue de fermer des sites et de diminuer le personnel. S'il y a des nouveaux collègues pour faire le boulot tant mieux, encore faudrait-il que ce ne soit pas une publicité mensongère !

La Bastille reste à prendre

Neuf postiers figurent parmi 2 500 salariés invités aux cérémonies du 14-juillet. Une place en tribune pour son défilé militaire : voilà comment Macron prétend apporter sa reconnaissance à ceux qui ont dû continuer à sortir travailler au sommet de l'épidémie.

Les hospitaliers ont eu droit à une revalorisation bien en deçà de ce qu'ils demandent. À La Poste, on attend toujours !

Derrière l'hypocrisie, il y a une véritable offensive contre le monde du travail. Dans les hôpitaux, à La Poste et partout ailleurs, les suppressions d'emplois se poursuivent de plus belle. Et le gouvernement parle de travailler plus !

Pour le dénoncer, les hospitaliers ont appelé à leur propre manifestation à Bastille. Ses remerciements, ce gouvernement des riches peut se les garder.

Non aux sanctions

La Poste convoque Vincent, facteur dans le 78 et militant syndical, à un conseil de discipline le 13 août. Elle sait très bien qu'il est en congés à cette date, mais elle n'a que faire du droit des salariés à se défendre.

C'est d'ailleurs parce qu'il a cherché à se défendre et à défendre ses collègues contre l'irresponsabilité de La Poste dans la crise sanitaire qu'il est menacé de trois mois de mis à pied. La direction avait appelé la police pour l'évacuer d'un centre de distribution, où il était venu constater le non-respect des mesures sanitaires. La Poste cherche ainsi à intimider tous les postiers. Pas question de se laisser faire !

Jackposte

Le projet d'aménagement de l'ancien bureau de poste du Louvre, au cœur de Paris, a été présenté. Pour faire bonne figure, on y annonce quelques logements sociaux et un petit bureau de poste, mais il y aura surtout des commerces, un hôtel de luxe, des espaces de co-working, etc.

Encore une opération immobilière bien juteuse pour La Poste et sa filiale immobilière, maître d'œuvre aux côtés de Bouygues.

Explosion de colère au Mali

Dans un contexte de guerre au vu de la progression des forces djihadistes dans la région et de marasme économique, la population malienne est descendue dans la rue à plusieurs reprises depuis le 5 juin pour protester contre la corruption du gouvernement et du président Ibrahim Boubacar Keïta. La répression a déjà fait 10 morts.

Pour l'instant, c'est un imam rigoriste, ancien soutien du président (et opposé aux droits des femmes) qui tient le haut du pavé. Mais la population a clairement exprimé les raisons de sa colère : « *Nous sommes là parce que notre économie est dans le chaos* », ainsi que l'exprimait un manifestant.

Le mal-logement revient en force

Pendant le confinement, l'État avait ouvert 35 000 places d'hébergement d'urgence supplémentaires. À Paris, les appels au Samu social avaient baissé de 70 %. Avec la fin de l'état d'urgence sanitaire, ce sont autant de personnes qui vont se retrouver à la rue.

Alors que le virus continue à sévir, l'État préfère libérer pour les touristes les hôtels réquisitionnés que d'assurer un toit à ceux qui en ont besoin.

